

objectifs en matière de commerce et d'investissement, en mettant en évidence, dans le cadre de programmes d'assistance technique, le savoir-faire, les technologies et les services canadiens.

En dépit du récent repli de l'activité, les Philippines connaîtront une forte croissance économique dans les dix prochaines années. La démocratie a été solidement implantée et l'appui à l'égard de la modernisation et de l'ouverture de l'économie va croissant, quoique le rythme de mise en oeuvre de nouvelles réformes après la fin du mandat du président Ramos (après 1998) dépendra de son successeur. Le pays continuera de se heurter aux difficultés que pose le développement, en l'occurrence la dégradation de l'environnement, l'inadéquation des services sociaux et l'accroissement rapide de la population. Une mission d'Équipe Canada, dirigée par le premier ministre Chrétien, s'est rendue aux Philippines en janvier 1997. Lors de cette visite, 52 nouveaux contrats d'une valeur totale de 500 millions de dollars ont été signés.

Chine

La Chine n'est pas directement visée par cette stratégie, car la promotion de l'investissement restera, à court terme, axée sur Hong Kong. La Chine continuera vraisemblablement à se servir de Hong Kong comme un pont entre elle et le reste du monde, par exemple pour financer des sociétés de premier ordre (entreprises constituées en société à Hong Kong et entreprises cotées à la bourse de Hong Kong dont les intérêts majoritaires appartiennent à des sociétés de la Chine continentale).

Le Canada attire les principaux intervenants chinois du secteur des ressources (pâtes et papiers, pétrole et gaz) et de celui des ressources transformées (acier, métaux, produits alimentaires), c'est pourquoi la Chine s'apprête à y ouvrir un certain nombre de bureaux. Le potentiel d'investissement bilatéral à long terme est considérable.

ANNEXE I

Liens entre le commerce et l'investissement

Ces trente dernières années, et surtout depuis le milieu des années 80, la production internationale est vraiment devenue partie intégrante de l'économie mondiale. Grâce aux progrès technologiques, en particulier dans le domaine de l'information et des communications, les entreprises peuvent traiter et envoyer une quantité incroyable de renseignements à très peu de frais. Cela leur a permis de gérer sur une base quotidienne des réseaux de service et des réseaux de production de grande envergure largement dispersés. Conjuguées à la libéralisation rapide des politiques régissant les flux d'échanges commerciaux, d'investissements et de capitaux financiers observée récemment, ces améliorations révolutionnaires ont donné lieu à la production internationale et à la naissance de nombreuses nouvelles sociétés transnationales (STN), qui ont établi par la suite des filiales à l'étranger. Une étude réalisée par les Nations Unies dans 15 grands pays développés a révélé que le nombre de STN qui ont leur siège social dans ces pays a presque quadruplé entre 1969 et 1993, passant de 7 000 à 27 000. On en compte à peu près 40 000 dans le monde entier auxquelles s'ajoutent quelque 270 000 filiales étrangères.

Ces tendances ont amélioré l'accès aux marchés et aux facteurs de production étrangers, avec le résultat que les entreprises peuvent obtenir plus facilement et sur une plus grande étendue ce dont elles ont besoin pour produire, que ce soit par exemple de la main-d'oeuvre non qualifiée bon marché ou de la main-d'oeuvre qualifiée pour faire de la R-D. Par ailleurs, la séquence de l'internationalisation classique, décrite ci-après, tend maintenant à être modifiée et court-circuitée.

La façon classique utilisée par les entreprises manufacturières pour investir à l'étranger se résume comme suit : d'abord s'établir solidement sur le marché intérieur, puis commencer à exporter, trouver des producteurs étrangers aptes à fabriquer sous licence et commencer à faire fabriquer une partie du